

Cahier des Clauses Administratives Particulières

TRAVAUX DE CONSTRUCTION D'UN ABRI POUR
LE CAMION LABO

REF DU MARCHE T25ABRICAM

SOMMAIRE

Article 1.	OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	4
1.1.	Identification du Maître d’Ouvrage.....	4
1.2.	Interlocuteurs Ineris.....	4
1.3.	Identification du Maître d’Œuvre.....	4
1.4.	Objet de la consultation	4
Article 2.	CONDITIONS DE LA CONSULTATION	4
2.1.	Allotissement	4
2.2.	Tranches	4
2.3.	Durée du marché.....	4
2.4.	Variante.....	5
2.5.	Options	5
2.6.	Prestations supplémentaires éventuelles.....	5
2.7.	Langue.....	5
2.8.	Formes des notifications et informations.....	5
2.9.	Reconduction.....	5
2.10.	Accès au site	5
2.11.	Caractéristiques – qualité – vérification – essais et épreuves des matériaux et produits	5
Article 3.	Préparation – coordination et exécution des travaux.....	6
3.1.	Exécution des travaux	6
3.2.	Essais et contrôles des ouvrages exécutés.....	6
3.3.	Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux.....	6
3.4.	Réception	6
3.5.	Documents fournis après exécution.....	6
3.6.	Clauses environnementales.....	6
Article 4.	DOCUMENTS CONTRACTUELS	7
Article 5.	RÉGIME FINANCIER.....	8
5.1.	Monnaie et TVA.....	8
5.1.1.	Monnaie.....	8
5.1.2.	Taux de TVA	8
5.1.3.	Autoliquidation.....	8
5.1.4.	Forme et contenu des prix.....	8
5.1.5.	Variation des prix.....	8
5.2.	Modalités de rémunération du titulaire et de règlement des comptes.....	8
5.3.	Travaux non prévus.....	9

5.3.1.	Dépassement du montant initial des travaux.....	9
5.3.2.	Autres petits travaux ou ajustements	9
5.3.3.	Prestations similaires.....	9
Article 6.	SOUS-TRAITANCE	9
Article 7.	PENALITES.....	9
7.1.	Pénalités pour retard dans l'exécution des travaux	10
7.2.	Pénalités pour absence de participation ou retard aux réunions de chantier	10
7.3.	Pénalités liées au repliement des installations de chantier et remise en état des lieux.....	10
7.4.	Pénalités liées à la remise des documents	10
7.5.	Plafonnement des pénalités	10
Article 8.	GARANTIES.....	10
8.1.	Retenue de garantie et cautionnement	10
8.2.	Garantie de parfait achèvement.....	10
8.3.	Responsabilité et assurances.....	11
8.3.1.	Responsabilité	11
8.3.2.	Assurances de responsabilité civile de droit commun.....	11
8.3.3.	Assurances de responsabilité civile décennale.....	11
8.4.	Dispositions communes	12
Article 9.	RESILIATION	12
Article 10.	DIFFERENDS ET LITIGES.....	13
10.1.	Différends.....	13
10.2.	Litiges et contentieux.....	13

Article 1. OBJET DU MARCHE - DISPOSITIONS GENERALES

1.1. Identification du Maître d'Ouvrage

Opérateur de l'Etat
Ineris
Parc technologique Alata BP2
60550 Verneuil-en-Halatte
www.ineris.fr

1.2. Interlocuteurs Ineris

Service marchés et achats
Gaetan Davaine
0344556221
gaetan.davaine@ineris.fr

1.3. Identification du Maître d'Œuvre

L'Atelier d'Architecture
8 rue Jessé
60100 Creil
Philippe MILLE
philippe.mille@laa-creil.fr
03 44 55 99 70

1.4. Objet de la consultation

L'objet du marché porte sur la création d'un abri pour le camion laboratoire de l'Ineris.

Article 2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2.1. Allotissement

Les travaux seront composés de 2 lots :

Lot 1 : terrassement, voirie T2501ABRICAM	Travaux de démolition de bâtiments et travaux de terrassement. 45110000-1
Lot 2 : Charpente métallique - Couverture T2502ABRICAM	Travaux de charpente et de couverture et travaux connexes 45261000-4

2.2. Tranches

Le marché ne comporte pas de tranche.

2.3. Durée du marché

Dans le cadre du présent marché, les notions de délais et durée sont confondues.
Le marché est conclu pour une durée de 3 mois à compter de la notification.

Cette durée peut être modifiée ; prolongée par voie d'ordre de service (OS) dans les conditions définies aux articles 18.2.2 et 18.2.3 des CCAG travaux.

2.4. Variantes

Le marché ne comporte pas de variante obligatoire.

2.5. Options

Le marché comporte une option (lot 1)

2.6. Prestations supplémentaires éventuelles

Néant

2.7. Langue

Tous les documents écrits remis par le titulaire doivent être rédigés en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il devra fournir, à sa charge, ce document accompagné d'une traduction en français.

De plus, l'ensemble des communications écrites ou orales durant la phase d'exécution s'effectuera en français.

2.8. Formes des notifications et informations

L'Ineris notifie au titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai, par tous moyens permettant d'attester la date de réception.

En cas de dématérialisation, les échanges se font :

Par messagerie électronique ;

2.9. Reconduction

Le marché ne fait l'objet d'aucune reconduction.

2.10. Accès au site

voir CCTP sur ce point

2.11. Caractéristiques – qualité – vérification – essais et épreuves des matériaux et produits

Le CCTP définit le cas échéant :

- Les caractéristiques et qualités de matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux ;
- Les modalités de vérification, essais et épreuves tant qualitatives que quantitatives de ces matériaux, produits et composants ;

Les vérifications de qualité et la surveillance de fabrication sont assurées par le titulaire dans le cadre de ses procédures d'auto-contrôle.

Toutefois l'Ineris peut décider de faire exécuter des essais et vérifications supplémentaires à ceux prévus par le marché.

Article 3. Préparation – coordination et exécution des travaux

3.1. Exécution des travaux

Réunions de chantier

Les réunions de chantier ont lieu aux jours et heures définies par Ineris, à raison d'une réunion de fréquence maximale bimensuelle et en fonction des besoins et de l'avancée des travaux.

Toute absence du représentant qualifié du titulaire à une réunion de chantier à laquelle il est convoqué entraînera l'application de pénalités.

Est considérée comme une absence la représentation du titulaire par des personnes non qualifiées.

Registre de chantier

La tenue d'un registre de chantier n'est pas prévue.

3.2. Essais et contrôles des ouvrages exécutés

Les essais et contrôle d'ouvrage ou parties d'ouvrage, prévus par les documents techniques du marché, sont assurés contradictoirement sur le chantier par le titulaire du marché et un représentant de l'Ineris. Ils donnent lieu à la rédaction d'un PV, assorti le cas échéant de réserves.

3.3. Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Au terme des travaux le titulaire doit :

- procéder à l'évacuation de ses déblais ;
- nettoyer les installations ;
- réparer et remettre en état les installations détériorées ;

Ces prestations sont effectuées dans le délai d'exécution des travaux.

3.4. Réception

La procédure de réception des travaux se déroule conformément aux dispositions du CCTP et de l'article 41 du CCAG-Travaux.

3.5. Documents fournis après exécution

Les documents que doit remettre le titulaire, après exécution des travaux, sont mentionnés à l'article 40 du CCAG-Travaux. Ces documents incluent également les DOE et tout autre document mentionné au CCTP.

Les documents devront être remis dans les délais prescrits par l'article 40 du CCAG- Travaux. Ces documents doivent être reproductibles, et peuvent être dématérialisés.

Dans tous les cas, le titulaire s'assure que les documents qu'il remet après exécution correspondent aux prestations réellement exécutées.

3.6. Clauses environnementales

Les déchets de chantier sont gérés par le titulaire du marché.

Le titulaire privilégiera l'utilisation de matériaux de construction écologiques, recyclés ou recyclables, et de faible impact environnemental, conformément aux spécifications détaillées dans le CCTP.

Le titulaire devra fournir une documentation attestant de la provenance écologique des matériaux utilisés et de leur conformité avec les critères de durabilité établis.

Le titulaire mettra en place des mesures efficaces pour la réduction, le tri, la réutilisation et le recyclage des déchets générés par les activités de maçonnerie.

Un plan de gestion des déchets devra être soumis dans les conditions définies au CCTP avant le début des travaux. Ce plan devra inclure des dispositions pour l'élimination responsable des déchets non recyclables conformément à la réglementation en vigueur.

Le titulaire s'engage à utiliser des équipements et des procédés qui optimisent l'efficacité énergétique et minimisent les émissions de gaz à effet de serre et autres polluants atmosphériques.

Le titulaire veillera à ce que son personnel et ses sous-traitants soient formés et sensibilisés aux bonnes pratiques environnementales.

Par ailleurs, si des éléments proposés par le titulaire du marché sont issus d'une filière de revalorisation ou de ré-emploi, ce dernier le fera connaître dans son offre.

Article 4. DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le marché est constitué des documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (Réf : INERIS-AE-T25ABRICAM) et ses éventuelles annexes ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (INERIS-CCAP- T25ABRICAM) et ses éventuelles annexes ;
- Le CCTP (INERIS-CCTP-T25ABRICAM) et ses annexes (pièces graphiques, rapports d'études de sol, rapport initial du contrôleur technique) ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux en vigueur à la date de passation du présent marché ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché ;
- Les conditions générales d'achat références DI-0179 ;
- La charte fournisseur disponible sur le site internet de l'Ineris (www.ineris.fr) ;
- Les conditions de l'offre du titulaire, sous réserve de leur acceptation écrite par l'Ineris et uniquement pour les dispositions qui ne sont pas contradictoires avec les documents énoncés ci-dessus.

Article 5. REGIME FINANCIER

5.1. Monnaie et TVA

5.1.1. Monnaie

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

5.1.2. Taux de TVA

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

5.1.3. Autoliquidation

Les dispositions de l'article 283-2 nonies du Code général des impôts relatives au régime d'autoliquidation de la TVA dans le secteur du bâtiment et des travaux publics s'appliquent au présent contrat. Ainsi la TVA due au titre des travaux de construction réalisés par un sous-traitant est acquittée par le donneur d'ordre assujetti à la TVA. Donc, le sous-traitant déclare uniquement le montant hors taxe des prestations exécutées.

Le titulaire du marché doit attester du contrat passé avec son sous-traitant et de la nature des prestations sous-traitées justifiant l'autoliquidation dans le DC4.

Les demandes de paiement transmises par le titulaire doivent revêtir la mention « autoliquidation » pour justifier de l'absence de collecte de la TVA par le sous-traitant.

5.1.4. Forme et contenu des prix

Les prix sont forfaitaires

5.1.5. Variation des prix

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois M0 correspondant au mois de la date limite de remise des offres.

Les prix sont fermes durant toute l'exécution du marché.

Le titulaire doit garantir les prix de son offre durant une période de 6 mois suivant le mois M0.

5.2. Modalités de rémunération du titulaire et de règlement des comptes

Les prix proposés dans l'offre sont des prix globaux et forfaitaires.

Les factures ne pourront donner lieu à paiement que sur constatation du service fait.

Les factures sont payables à 60 jours à réception de la facture et après certification du service fait et devront être adressées uniquement au Service Facturier de l'Agence Comptable de l'Ineris à Verneuil en Halatte via le portail CHORUS PRO.

Le paiement des prestations sera réalisé de la manière suivante :

- Paiement sur présentation d'une facture avec situation d'avancement de travaux préalablement validée par écrit par le Maître d'œuvre en charge du suivi de l'exécution des prestations.

Toute facture qui ne comporte pas de numéro d'identification ou qui n'est pas directement adressée uniquement au Service Facturier de l'Agence Comptable sera retournée au Titulaire sans être payée et sans qu'aucun retard ou défaut de paiement ne puisse être reproché à l'Ineris.

5.3. Travaux non prévus

5.3.1. Dépassement du montant initial des travaux

Les augmentations limites du montant des travaux par rapport aux montants contractuels initiaux sont subordonnées à la conclusion d'un avenant.

5.3.2. Autres petits travaux ou ajustements

L'Ineris pourra attribuer au même fournisseur sans publicité ni mise en concurrence, après établissement d'un devis, des petits travaux ou ajustements du besoin afin de prendre en compte les aléas de chantier.

Ces petits travaux seront exécutés sur devis après envoi d'une commande par l'Ineris et seront compris dans le montant total du marché.

L'enveloppe globale permettant de couvrir ces divers aléas est fixée à 15% du montant du lot.

Ces petits travaux seront déclenchés sur Ordre de service, confirmé par l'édition d'un bon de commande.

5.3.3. Prestations similaires

Néant.

Article 6. SOUS-TRAITANCE

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément du maître de l'ouvrage le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>).

Cet acte mentionne : la nature des prestations sous-traitées envisagée, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

Le maître de l'ouvrage doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de 21 jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité) il est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

Le sous-traitant qui recourt lui-même à la sous-traitance est tenu de délivrer une caution personnelle et solidaire.

Le paiement du sous-traitant s'effectue conformément à l'article 136 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

Article 7. PENALITES

Tout manquement du titulaire à ses obligations peut donner lieu à pénalité.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie du marché aux frais et risques du titulaire.

7.1. Pénalités pour retard dans l'exécution des travaux

En cas de retard imputable au titulaire, notamment du fait d'une inexécution ou d'une négligence, l'Ineris pourra appliquer des pénalités de retard.

Du simple fait de la constatation d'un retard par rapport au calendrier détaillé d'exécution des travaux éventuellement modifié, le titulaire encourt une pénalité journalière de **2% du montant du lot** par jour calendaire de retard.

7.2. Pénalités pour absence de participation ou retard aux réunions de chantier

Toute absence d'un représentant qualifié du titulaire à une réunion de chantier à laquelle il est convoqué encourt la pénalité de **100 euros HT** par absence constaté.

7.3. Pénalités liées au repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

En cas de retard constaté dans le dégagement, le nettoyage et la remise en état des emplacements, qui ont été occupés par le chantier le titulaire encourt une pénalité de **50 euros H.T** par jour calendaire de retard.

7.4. Pénalités liées à la remise des documents

En cas de retard constaté dans la remise de documents en cours d'exécution des travaux, le titulaire encourt une pénalité de **50 euros HT** par cas constaté.

En cas de retard dans la remise de documents à fournir après l'exécution des travaux, le titulaire encourt une pénalité de **100 euros HT** par jour calendaire de retard.

7.5. Plafonnement des pénalités

Le montant des pénalités est plafonné à **10%** du montant du marché.

Article 8. GARANTIES

8.1. Retenue de garantie et cautionnement

Néant

8.2. Garantie de parfaitement achèvement

Le délai de garantie est d'un an à compter de la date d'effet de la réception.

Pendant le délai de garantie, le titulaire doit :

- a) Exécuter les travaux ou prestations éventuels de finition ou de reprise dans les conditions définies lors de la réception.
- b) Remédier à tous les désordres signalés par le maître de l'ouvrage, de telle sorte que l'ouvrage soit conforme à l'état où il était lors de la réception ou après correction des imperfections constatées lors de celle-ci ;
- c) Procéder, le cas échéant, aux travaux confortatifs ou modificatifs dont la nécessité serait apparue pendant la période couverte par la garantie.
- d) Remettre au maître d'ouvrage les plans des ouvrages conformes.

A l'expiration du délai de garantie, l'entrepreneur est dégagé de ses obligations contractuelles, à l'exception de celles couvrant les travaux sur une période plus longue (telle que la garantie de bon fonctionnement et la garantie décennale).

8.3. Responsabilité et assurances

8.3.1. Responsabilité

D'une manière générale, le titulaire assume les risques et responsabilités découlant des lois, règlements et normes en vigueur. À ce titre, le titulaire répond notamment des responsabilités et garanties résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-2, 1792-3 et 1792-4 du code civil.

8.3.2. Assurances de responsabilité civile de droit commun

Le titulaire et ses sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le maître de l'ouvrage et aux autres intervenants à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non à un dommage corporel et/ou matériel, du fait de la réalisation des travaux, qu'ils soient en cours d'exécution ou terminés.

En cas de travaux sur existants, ces garanties doivent être étendues aux dommages causés aux parties anciennes de l'ouvrage.

Les polices d'assurance prévoient les plafonds minimums de garantie suivants :

- dommages corporels : **3,8M** euros par sinistre.
- dommages matériels et/ou immatériels : **600 000** euros par sinistre.

8.3.3. Assurances de responsabilité civile décennale

Il est possible que l'opération soit soumise à l'obligation d'assurance de responsabilité civile décennale prévue par l'article L.241-1 du code des assurances et le montant prévisionnel de l'opération est inférieur à 15 millions d'euros HT.

Dans ce cas,

Le titulaire déclare avoir souscrit une police de responsabilité civile décennale en capitalisation en état de validité au jour de l'ouverture du chantier le garantissant pour les travaux confiés.

Cette police comporte les garanties suivantes :

- Garantie effondrement avant réception ;
- Responsabilité civile décennale y compris au profit des existants totalement incorporés et techniquement indivisibles ;
- Dommages immatériels consécutifs à sinistres engageant la responsabilité civile décennale du titulaire s'ils ne sont pas inclus en extension du contrat de responsabilité de droit commun.

Le titulaire justifie de sa police d'assurances individuelle de responsabilité civile décennale par une attestation d'assurances émanant de sa société d'assurances conforme au modèle standard défini par la Fédération Française des Sociétés d'Assurance (FFSA).

Les attestations précisent le montant maximum des chantiers pour lesquels les garanties sont délivrées, la mention selon laquelle les garanties sont délivrées au coût de l'ouvrage.

Chaque intervenant doit être en mesure de justifier de l'état d'assurance de ses sous-traitants au fur et à mesure de leur désignation. Les stipulations du contrat des dits sous-traitants doivent prévoir au minimum, la couverture de la réparation des dommages de la nature de ceux qui engagent la responsabilité civile décennale des constructeurs au sens des articles 1792, 1792-2, et 1792-4-1 du Code civil.

En tout état de cause, le défaut d'assurance conformément aux dispositions du code des assurances, sera considéré par l'Ineris comme une faute du Titulaire du marché. Ce dernier prenant à sa charge l'intégralité des responsabilités liés à sa défaillance.

8.4. Dispositions communes

En application de l'article L. 241-1 du code des assurances, pour justifier l'ensemble de ces garanties, le titulaire fournit une attestation avant la notification du marché, émanant de sa compagnie d'assurance.

Sur simple demande du maître de l'ouvrage, le titulaire justifie qu'il acquitte ses primes d'assurances et que les garanties pour le présent chantier sont en cours de validité et qu'elles n'ont fait l'objet d'aucune suspension ni résiliation.

Toute modification des contrats d'assurances (activités garanties, nature et montants des garanties et des franchises, assureurs, etc..) est notifiée au maître de l'ouvrage.

Le titulaire mettant en œuvre des techniques non courantes s'engage à obtenir de son assureur de responsabilité décennale l'extension de garantie nécessaire.

En cas de couverture insuffisante ou d'absence de couverture du titulaire (ou de l'un de ses sous-traitants), le maître de l'ouvrage se réserve le droit d'exiger de sa part la souscription d'une assurance complémentaire dont le coût sera à sa charge.

Le non-respect de ces obligations en cours d'exécution du marché peut entraîner, après mise en demeure restée infructueuse, la résiliation du marché par le maître de l'ouvrage.

Article 9. RESILIATION

Le présent marché peut être résilié de plein droit par l'Ineris en cas d'inexécution par le Titulaire d'une ou plusieurs de ses obligations contenues dans le présent marché et ses annexes.

Cette résiliation devient effective 1 mois après l'envoi par l'Ineris d'une lettre recommandée avec accusé de réception exposant les motifs de la plainte, à moins que dans ce délai le Titulaire n'ait satisfait à ses obligations ou n'ait apporté la preuve d'un empêchement consécutif à un cas de force majeure.

Le présent marché pourra également être résilié de manière unilatérale par l'Ineris sans motif. La résiliation devient effective dans un délai de 1 mois suivant l'envoi de la décision de résiliation par courrier en recommandé avec accusé de réception.

Les frais engagés par le Titulaire du marché jusqu'à la date effective de la résiliation seront néanmoins remboursés.

L'exercice de la faculté de résiliation ne dispense pas le Titulaire de remplir les obligations contractées jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation et ce, sous réserve de dommages et intérêts dus à l'Ineris du fait de la résiliation anticipée du contrat.

Le présent marché pourra également être résilié aux torts exclusifs du Titulaire dans les cas suivants :

- Le Titulaire a fait obstacle aux opérations de vérification par l'Ineris ;
- Le Titulaire a sous-traité en contrevenant aux dispositions législatives et réglementaires relatives à la sous-traitance ;
- Le Titulaire a communiqué des informations techniques de nature à compromettre la bonne exécution du marché ;
- Le Titulaire s'est livré, à l'occasion de l'exécution du marché, à des actes frauduleux
- Le Titulaire ou le sous-traitant ne respecte pas les obligations relatives à la confidentialité, à la protection des données à caractère personnel et à la sécurité,
- L'indisponibilité est constatée pendant trente jours dans le cas de prestations de maintenance.

- Postérieurement à la signature du marché, les renseignements ou documents produits par le Titulaire, à l'appui de sa candidature ou exigés préalablement à l'attribution du marché, s'avèrent inexacts.

Cette résiliation intervient sans mise en demeure préalable, sans délai et sans indemnisation du Titulaire.

Cette résiliation ne fait pas obstacle à l'application des pénalités à hauteur du préjudice subi.

Article 10. DIFFERENDS ET LITIGES

10.1. Différends

Les différends entre l'Ineris et le titulaire seront réglés en priorité par voie amiable.

10.2. Litiges et contentieux

Le présent marché est régi par le droit français.

Le tribunal compétent pour le règlement des litiges est le tribunal administratif d'Amiens :

14 Rue Lemerchier, 80000 Amiens

03 22 33 61 70

